



## TRANSFERT DE FONDS PAR MOBILE

# Les arnaqueurs ne baissent pas les bras

De l'argent envoyé via mobile money ou Airtel money sans que le destinataire le reçoive. Des cas d'escroquerie se multiplient dans les opérations de transfert de fonds.

A Brazzaville comme dans d'autres localités du Congo, les victimes de ces actes montrent du doigt les gestionnaires des cabines agréés. Ce qui est certain, les arnaqueurs font tout ce qu'ils peuvent pour infiltrer les circuits de transfert d'argent peut-être grâce aux complicités qu'il reste à établir.

Page 5



Un point agréé de transfert d'argent à Brazzaville

## QUARTIERS PRÉCAIRES

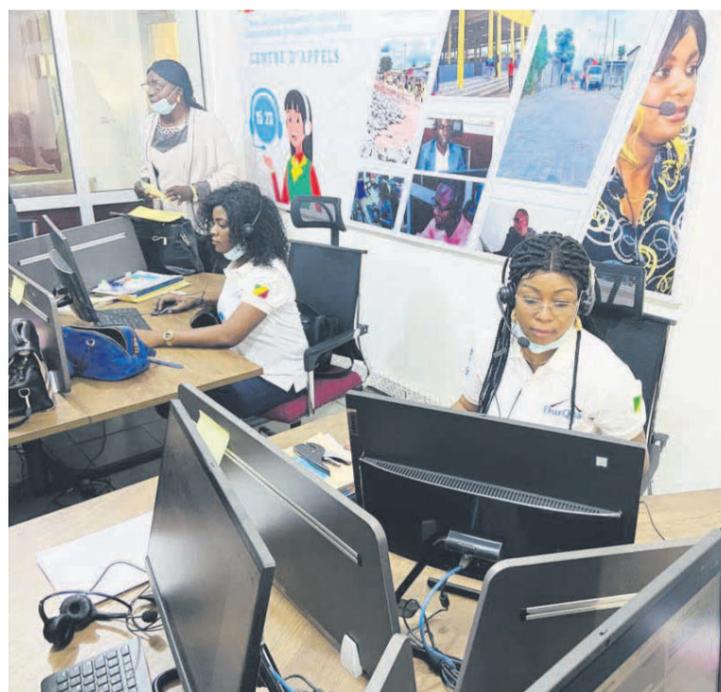
# Le Durquaq se dote d'un outil de gestion des plaintes

La coordination du projet de développement urbain et de restructuration des quartiers précaires (Durquaq) a présenté au public, le 10 septembre à Brazzaville, un « centre d'appels » visant à gérer, de façon rapide et efficace, les doléances des personnes affectées par la mise en œuvre dudit projet.

Ce nouvel outil va servir de relais entre la coordination du projet et les plaignants. « La mise

en œuvre des différents travaux réalisés par le Durquaq n'a pas toujours apporté des moments de sourire. Il y a eu des moments où la population s'est sentie affectée par la mise en œuvre du projet. Le centre va servir d'outil de proximité entre la population et le projet », a expliqué le chargé de la communication du projet Durquaq, Dan Horphet Ibiassi.

Page 3



Des opérateurs du projet Durquaq en plein traitement d'appels/Adiac

## AFRIQUE DE L'OUEST

# L'UA suspend la Guinée Conakry de ses organes et de ses activités

L'Union africaine(UA) a annoncé, le 10 septembre, la suspension de la Guinée de toutes ses « activités et organes de décision » après le coup d'Etat du 5 septembre. L'organisation panafricaine a demandé également au Conseil de sécurité des Nations unies « d'approuver le communiqué final de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (Cédéao) ».

L'UA tout comme la Cédéao ont appelé les nouvelles autorités à diligenter le processus de libération d'Alpha Condé et la restauration de l'ordre constitutionnel.

Page 6



## KARATÉ

# Brazzaville a dominé les championnats nationaux

Page 11

## AMÉLIORATION DU CLIMAT DES AFFAIRES

# Installation d'un point focal de l'observatoire de la Cémac au Congo

Page 6

## EDITORIAL

# Punition collective

Page 2

## ÉDITORIAL

## Punition collective

La mise à sac, le 30 août, d'une officine pharmaceutique à Bacongo, dans le deuxième arrondissement de Brazzaville, a causé un énorme préjudice à son exploitant, mais pas seulement. Partout où ils sont implantés, que ce soit dans la capitale ou sur le reste du territoire congolais, ces établissements sont des relais de santé pour la communauté nationale. On ne devrait pour quelque raison que ce soit les vandaliser de la manière que l'on a vu. L'acte de brigandage posé ce jour-là prédispose dorénavant à douter de la sécurité des employés de l'échoppe et de l'entrepreneuriat privé en ces lieux.

L'enquête de police ordonnée à la suite de l'attaque étant toujours en cours, il faudrait s'armer de patience pour espérer voir un peu plus clair dans les tenants et aboutissants de celle-ci. A moins de mettre ce coup de sang regrettable au compte d'une tentative isolée qui ne se reproduira plus. Même dans ce cas de figure, la récidive étant le corollaire de l'impunité ou de l'intention de nuire, il importera d'établir les responsabilités et obtenir de ceux qui ont agi ainsi, d'éventuels meneurs, qu'ils se repentiront. Auquel cas, un jour ou l'autre, parce qu'elle se serait offusquée d'être blessée dans son amour propre, telle ou telle couche sociale se ferait justice sans avertir. Le 30 août, c'étaient globalement les marchands des médicaments de la rue ; demain on ne sait pas lesquels prendraient la suite.

Ceci étant, parlons un peu de la réplique des administrateurs des pharmacies. Pour crier leur colère, ils n'y sont pas allés de main morte. On peut apprécier à sa juste valeur la solidarité dont ils ont fait montre à l'égard de leur collègue pris dans cette épreuve difficile. Au moyen du téléphone portable, l'information du saccage de la boutique de produits pharmaceutiques a fait le tour de la capitale, à leur tour les réseaux sociaux ont assuré le relais en diffusant les vidéos d'assaillants déterminés. Des propos perdus plus ou moins violents, plus ou moins soutenus étaient balancés, avant que les forces de l'ordre ne rétablissent la quiétude et que le bris de glace ne s'arrête.

Réponse du berger à la bergère, pourrait-on dire, les pharmaciens ont décrété, pour le 1er septembre, une fermeture complète de leurs drogueries. Entre 5 heures du matin et midi sonné, sept longues heures de pénitence ont été ainsi infligées à la population congolaise. Pour dire que le syndicat des pharmaciens est tout-puissant ? Non, cette punition collective n'avait pas lieu d'être quand bien-même on ne peut empêcher autrui de défendre ses droits.

Les Dépêches de Brazzaville

## OUENZÉ I

## Juste Désiré Mondélé initie une série de rencontres citoyennes

Placées sous le label « Ouenzé to solola », les rencontres citoyennes initiées par le député de la première circonscription électorale de Ouenzé, cinquième arrondissement de Brazzaville, visent, entre autres, à rapprocher l'élu de ses mandants.

L'initiative « Ouenzé to solola » a été lancée le 10 septembre, à la mairie du cinquième arrondissement, au cours d'un échange avec les chefs de quartier, zone et bloc des quartiers 51, 54 et 59. Une occasion pour Juste Désiré Mondélé de dresser le bilan à mi-parcours de son action en quatre ans dans les domaines de la santé, de l'éducation, de la formation, de l'emploi et des sports.

Ces rencontres consistent, en effet, en plusieurs journées d'échanges entre le député et la population autour des promesses de campagne et des sujets préoccupants. Le but étant de prendre conscience du déjà accompli, d'envisager l'avenir ensemble et de trouver les solutions idoines aux phénomènes actuels qui minent la société. « Lors de la campagne électorale de juillet 2017, dans mon projet intitulé « La renaissance de Ouenzé », j'avais promis de concentrer mes efforts dans une démarche communautaire autour de cinq axes : l'assainissement, la santé, l'éducation, la formation et l'emploi. C'est précisément dans cette logique de promesses de campagne que j'ai pu réaliser ; à mon actif, un total de plus de trente-quatre activités officielles et vulgarisées, en quatre années, depuis la date de mon élection », a écrit le député dans une brochure qu'il a remise aux participants.

Parmi les activités réalisées, l'on peut citer des campagnes de dépistage et de prise en charge des malades, les opérations d'assainissement dans les quartiers, la remise des kits de diverses natures, les formations en informa-



Juste Désiré Mondélé

tique, l'organisation des tournois de football. A cela s'ajoutent la réhabilitation des infrastructures scolaires et bien d'autres actions généreuses.

« Ces rencontres citoyennes sur les problématiques sociétales qui touchent notre existence se présentent comme des occasions de rappel de mon parcours et des réalisations, en qualité de député de Ouenzé I, sanctionnées par des échanges interactifs qui se veulent constructifs. Toutes ces actions n'ont pu se réaliser que grâce à la participation citoyenne du peuple de Ouenzé I », a poursuivi Juste Désiré Mondélé.

Insistant sur le volet santé, le secrétaire général du Club 2002, parti pour l'unité et la République, s'est félicité de la prise de conscience collective des habitants de Ouenzé dans le cadre de la lutte contre la pandémie à coronavirus, surtout l'élan de solidarité dont ils ont fait montre

pendant le confinement. C'est ainsi qu'il a invité ses mandants à se faire vacciner afin de se protéger contre la covid-19. « Je suis vacciné, je compte sur vous. Nous devons faire l'effort pour que notre juridiction, qui avait le triste record du nombre élevé des contaminés, soit cet arrondissement qui va se protéger au maximum. Il faut que tout le monde soit vacciné dans nos marchés domaniaux, les écoles et dans nos quartiers », a souhaité Juste Désiré Mondélé. Notons que les interventions des participants ont porté, entre autres, sur la situation causée par le drame du 4 mars 2012 à Mpila qui a laissé une catégorie de victimes sans abri jusqu'à ce jour. Le député a, de son côté, rassuré les participants que les résultats de ces échanges seront remontés au niveau supérieur et leur a demandé d'être le relai de cette initiative auprès de la population.

Parfait Wilfried Douniama

## LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)  
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

## DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse  
Secrétariat : Raïssa Angombo

## RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama  
Assistante : Leslie Kanga  
Photothèque : Sandra Ignamout

## Secrétaire général des rédactions :

Gerry Gérard Mangondo

## Secrétaire des rédactions :

Clotilde Ibara  
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembédi, François Ansi

## RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteur en chef : Guy-Gervais Kitina,  
Rédacteurs en chef délégués : Roger Ngombé, Christian Brice Elion  
Grand-reporter : Nestor N'Gampoula,  
Service Société : Rominique Nerplat Makaya (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko  
Service Politique : Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé  
Service Économie : Fiacre Kombo (chef de

service), Lopelle Mboussa Gassia, Gloria Imelda Lossedé

Service Afrique/Monde : Yvette Reine Nzaba (chefe de service), Josiane Mambou Loukoula, Rock Ngassakys

Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika, Merveille Jessica Atipo

Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rude Ngoma

## LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO :

Rédacteur en chef délégué : Quentin Loubou Durlly Emilia Gankama (Cheffe de service)

## RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono  
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara  
Commercial : Mélaïne Eta  
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire).  
Tél. (+242) 06 963 31 34

## RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault  
Chef d'agence : Nana Londole  
Rédacteur en chef : Jules Tambwe ItagaliCoordonnateur : Alain Diasso  
Économie : Laurent Essolomwa,  
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi  
Culture : Nioni Masela  
Sports : Martin Enyimo  
Comptabilité et administration : Lukombo Caisse : Blandine Kapinga

Distribution et vente : Jean Lesly Goga  
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port - Immeuble Forescom commune de Kinshasa Gombé/Kinshasa - RDC - /Tél. (+243) 015 166 200

## MAQUETTE

Eudes Banzouzi (Chef de service)

## PAO

Cyriaque Brice Zoba (Chef de service)  
Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Jeff Tamaff, Toussaint Edgard Ibara.

## INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle  
Adjoint à la direction : Christian Balende  
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma, Lucien Mpama, Dani Ndongidi.

## ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault  
Secrétariat : Armelle Mounzeo  
Adjoint à la directrice : Abira Kiobi  
Suivi des fournisseurs : Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso  
Personnel et paie : Stocks : Arcade Bikondi  
Caisse principale : Sorrelle Oba

## PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordinatrice, Relations publiques : Mildred Moukenga  
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna  
Assistante commerciale : Hortensia Olabouré

Administration des ventes: Marina Zodialho, Sylvie Addhas

## Commercial Brazzaville :

Erhiade Gankama

## Commercial Pointe-Noire :

Mélaïne Eta Anto

Chef de service diffusion de Brazzaville : Guylin Ngossima

Diffusion Brazzaville : Brice Tsébé, Irin Maouakani, Christian Nzoulani

Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Moubélé

Ngono /Tél. : (+242) 06 895 06 64

## TRAVAUX ET PROJETS

Directeur : Gérard Ebami Sala

## INTENDANCE

Coordonnateur général: Rachyd Badila  
Coordonnateur adjoint chargé du suivi des services généraux: Jules César Olebi  
Chef de section Electricité et froid: Siméon Ntsayouolo  
Chef de section Transport: Jean Bruno Ndokagna

## DIRECTION TECHNIQUE (INFORMATIQUE ET IMPRIMERIE)

Directeur : Emmanuel Mbengué  
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou  
Directeur adjoint : Guillaume Pigasse  
Assistante : Marlaine Angombo  
IMPRIMERIE  
Gestion des ressources humaines : Martial Mombongo  
Chef de service prépresse : Eudes Banzouzi  
Gestion des stocks : Elvy Bombete  
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville -

République du Congo  
Tél. : (+242) 05 629 1317  
eMail : imp-bc@adiac-congo.com

## INFORMATIQUE

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate  
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service), Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbenguet Okandzé

## LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault  
Émilie Moundako Éyala (chef de service), Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali  
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

## GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault  
Chef de service : Maurin Jonathan Mobassi.  
Astrid Balimba, Magloire Nzonzi B.

## ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale  
www.lesdepêchesdebrazzaville.com  
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo  
Tél. : (+242) 06 895 06 64  
Email : regie@lesdepêchesdebrazzaville.fr  
Président : Jean-Paul Pigasse  
Directrice générale : Bénédicte de Capèle  
Secrétaire général : Ange Pongault

## DRAME DU 4 MARS 2012

## Les sinistrés intransigeants sur la reconstruction de leurs maisons

La population sinistrée des quartiers 56 et 57, dans le cinquième arrondissement de Brazzaville, Ouenzé, a exprimé son ras-le-bol, le 9 septembre, au député Romi Oyo, à l'occasion de sa descente parlementaire.

Après avoir fait le point de la douzième session ordinaire de l'Assemblée nationale, qui s'est achevée le 13 août dernier, avec dix affaires adoptées et trois ajournées, le député de la troisième circonscription électorale de Ouenzé a reçu de nombreuses questions de la part de ses mandants. Elles ont tourné, pour la plupart, autour du sinistre du 4 mars 2012 qui avait détruit des milliers d'habitations dans le quartier. Les mandants ont fustigé notamment la léthargie du gouvernement dans la reconstruction de leurs maisons.

« Vous venez ici en voiture, vous mangez bien et dormez dans de bonnes conditions. Nous, par contre, vivons un calvaire depuis presque dix ans aujourd'hui. Ce que vous savez, c'est venir nous distraire à chaque fois sans se soucier de nous », a lancé un chef de quartier, ovationné par la foule. Pour calmer les esprits, Romi Oyo leur a fait savoir que le gouvernement y pense, affirmant qu'il a inscrit dans le budget en cours une ligne budgétaire destinée à la réhabilitation et la reconstruction de la zone détruite.

« Le gouvernement ne nous a pas oubliés et est bien conscient de notre peine. En tant que députés, mes collègues élus dans les zones dévastées et moi, ne baissons pas la garde. Il y a peu, nous sommes allés nous plaindre auprès du ministre des Finances et du Portefeuille public pour que l'enveloppe proposée soit majorée, malgré la conjoncture économique », a répondu Romi Oyo à ses électeurs.

S'agissant de la vaccination contre le coronavirus, pour laquelle il l'a invitée à y participer massivement, la population a adhéré à l'idée mais a souhaité que des centres de vaccination soient installés un peu partout dans le quartier afin de permettre au plus grand nombre d'y accéder. Dans les échanges, la population a posé également au député les problèmes d'insalubrité dans leurs zones, des difficultés de transport en commun liées aux demi-terrains ainsi que les difficultés de soins de santé de base.

Firmin Oyé

## DURQUAP

## Le nouvel outil de gestion de plaintes présenté au public

La coordination du projet de développement urbain et de restructuration des quartiers précaires (Durquap) a initié, le 10 septembre à Brazzaville, une journée portes ouvertes dédiée à la présentation du « centre d'appels », nouvel outil innovant visant à gérer, de façon rapide et efficace, les doléances des personnes affectées par la mise en œuvre dudit projet.

Organisée sur le thème « Connaître le centre d'appels, ses enjeux et le bien-fondé de son existence », la journée portes ouvertes a permis au public de s'imprégner de l'enjeu de la création de cet outil. En effet, ce centre d'appels a pour objectif de servir de relais au projet dans la réception, l'enregistrement et la disponibilité des plaintes pour traitement, en vue de rapprocher les plaignants de l'unité de coordination du projet pour une résolution juste, rapide et efficace des problèmes liés à l'exécution des travaux.

Selon Dan Horphet Ibiassi, chargé de communication du projet Durquap, la raison principale de la création de ce centre d'appels est de rapprocher davantage la population plaignante du projet à travers ce nouveau mécanisme de gestion de plaintes. « La mise en œuvre des différents travaux entrepris par le projet n'a pas toujours apporté des moments de sourire. Il y a eu des moments où la population s'est sentie affectée par la mise en œuvre du projet. Pour cela, il fallait réfléchir sur comment assister et accompagner la population dans le traitement de ses doléances. Ce centre servira d'outil de proximité entre la population et le projet », a expliqué Dan Horphet Ibiassi.

Dans cet élan, un numéro vert, à savoir le « 1523 », gratuit depuis les lignes de l'opérateur de téléphonie mobile Airtel, a été assigné audit centre dans le but de répondre de façon efficace aux doléances des personnes affectées par le projet. « De façon globale, le centre d'appels a reçu 1517 plaintes résolues à hauteur de 1407, soit 93%. Le délai entre la réception



Des opératrices du projet Durquap en plein traitement d'appels/Adiac

d'appels et le retour au plaignant est de quatorze jours maximum. », a-t-il fait savoir.

Et d'ajouter : « Nous avons six opératrices disponibles pour répondre et enregistrer toutes les plaintes pour ensuite les transmettre à une unité dénommée les sauvegardes sociales à l'effet de donner une suite aux personnes qui se sont plaintes ».

Par ailleurs, le coordonnateur du projet Durquap a signifié que la gestion des différentes plaintes et leur solutionnement se fait de deux manières. Certaines plaintes sont gérées à travers le Plan de gestion environnementale et sociale et d'autres par le Plan d'action de réinstallation.

Emanant d'une volonté du gouvernement et de la Banque mondiale, ce centre d'appels fourni par la société BL Technology a été créé en août 2020 et mis en service en décembre de la même année.

Gloria Imelda Lossele

## LE FAIT DU JOUR

## Gagner la légitimité

Le secrétaire d'Etat américain, Antony Blinken, a du travail. Son pays est, en effet, aujourd'hui confronté à un défi de taille au regard des derniers développements de l'actualité internationale en Afghanistan. Comment reprendre l'initiative dans cette vaste région stratégique du Moyen-Orient après avoir, dans une certaine mesure, perdu la face suite à l'évacuation mouvementée de Kaboul lorsque, le 15 août, contre toute attente, les Talibans ont chassé du pouvoir le gouvernement installé par les soins des puissances occidentales ?

On le sait, les grandes puissances ne crèvent quasiment pas. Elles perdent des batailles tellement qu'elles en engagent souvent beaucoup sur plusieurs fronts, mais elles ont la suite dans les idées, les moyens et le temps avec elles. On pourrait même dire, en prenant ces concepts dans leur intellection positive, que les grandes puissances sont des revanchardes silencieuses. Il est contreproductif, même si elles en ap-

prennent à leur dépens, d'essayer de profiter d'une quelconque « victoire » sur elles, quels qu'en soient les lauréats recueillis, pour chercher à les défier indéfiniment. Pour tout dire, Washington dispose d'atouts pour profiter de la situation actuelle de l'Afghanistan et se la jouer à son profit. Cela explique, entre autres, pourquoi Antony Blinken garde un contact suivi avec le Qatar devenu la plaque tournante de la diplomatie occidentale dans la région.

Le diplomate en chef des Etats-Unis se sait néanmoins dans une passe complexe. La première chose que l'on observe depuis lors dans le déroulé de ses prises de parole est qu'il a su adopter le profil bas. Devant l'enchaînement des événements les trois dernières semaines et pour mieux gérer la tension palpable générée par le retour au pouvoir des insurgés afghans, il avance à petits pas. La guerre par les moyens violents étant derrière, il peut compter sur celle des mots qui ne blessent pas l'ennemi si tel n'est pas l'objectif final de l'échange. Commentant le coup de

feu « victorieux » tiré par les Talibans lorsque le dernier soldat américain a quitté Kaboul, Blinken les a simplement invités à « gagner » leur légitimité auprès de la communauté internationale.

A quoi cela renvoie-t-il ? A ce que comme nation, l'Afghanistan ne vive pas en autarcie. Malgré le fait de parader en armes dans les principales villes qu'ils viennent de conquérir, les nouveaux maîtres de Kaboul savent que leur pays a besoin d'échanger avec d'autres pays, y compris ceux qu'ils prennent en aversion pour les avoir combattus les deux dernières décennies. Sur cette considération, les Etats-Unis, comme la France, l'Allemagne, le Canada ou l'Italie ne pourront donc pas lever totalement le pied en Afghanistan. Il en va du partage des rôles entre les « Grands » dans ce monde si concurrentiel où les intérêts des uns se négocient au détriment de ceux des autres quand tous ne parviennent pas à surmonter leurs contradictions.

Autre sonorité qui porte à croire que

Washington poursuivra le dialogue avec les Talibans, ces félicitations adressées par la diplomatie des Etats-Unis à ces derniers quand ils ont autorisé, jeudi 9 septembre, le départ depuis l'aéroport de Kaboul d'un avion civil avec à son bord quelque 200 passagers, parmi lesquels des citoyens américains. Pour s'être livrées à une guerre sans merci pendant vingt longues années, les deux parties sont en mesure de savoir sur quels points se vouer un respect mutuel. Pour les Américains, la ligne rouge est que l'Afghanistan ne soit un repaire pour des terroristes qui menaceraient leurs intérêts ; pour les Talibans, elle est que les Etats-Unis ne leur dictent ce qu'ils doivent faire en tant que nation souveraine.

Toutes choses qui signifient qu'entre eux, Américains et Talibans pourraient passer les temps à venir à rechercher au quotidien les clés d'une relation portée par le désir de se parler sans se laisser marcher sur les pieds. Sera légitime ce que chacun trouvera convenable pour soi.

Gankama N'Siah

## AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT

**N°002/BEAC/DN.BZV/AONO/Tvx/2021 du 10 septembre 2021 pour la réalisation, en lots indépendants, des travaux de l'immeuble de la Direction Nationale de la BEAC pour le Congo à Brazzaville**

Dans le cadre de sa politique de gestion du patrimoine, la Banque des Etats de l'Afrique Centrale envisage de rénover, sur ressources propres, l'immeuble de sa Direction Nationale pour le Congo à Brazzaville. A cet effet, elle invite, par le présent avis d'appel d'offres, les entreprises qualifiées, intéressées et remplissant les conditions requises, à présenter une soumission. Le présent appel d'offres est décomposé en lots indépendants comme suit:

lot 1 « climatisation » ;  
lot 2 « électricité » ;  
lot 3 « étanchéité ».

Le processus se déroulera conformément aux dispositions du Règlement n°01/CEMACIUMAC/CM/18 portant adoption du Code des marchés de la BEAC.

Les entreprises peuvent obtenir un complément d'information à l'adresse ci-dessous, entre 9 heures et 12 heures, les jours ouvrés. Le dossier d'appel d'offres, rédigé en français, peut être consulté gratuitement, acheté et retiré à l'adresse indiquée ci-dessous. Le paiement devra être effectué par virement bancaire ou en espèces aux guichets de la BEAC à l'exception du Bureau de Paris.

BANQUE DES ETATS DE L'AFRIQUE CENTRALE DIRECTION NATIONALE POUR LE CONGO

Appel d'Offres n°002/BEAC/DN.BZV/AONO/Tvx/2021 du 10 septembre 2021

Service Gestion Administrative des Marchés,  
5ème étage, porte 514.

: Avenue du Sergent MALAMINE, Brazzaville-Congo  
tr: (242) 05 547 80 24.

La participation au présent appel d'offres est conditionnée par le paiement de la

somme non remboursable de cent mille (100 000) francs CFA par lot.

Une visite obligatoire du site se tiendra le 24 septembre 2021 à 12 heures précises.

Les soumissions, obligatoirement accompagnées d'une garantie de soumission sous forme de garantie bancaire autonome à première demande, conforme au modèle indiqué dans le présent dossier d'appel d'offres et d'un montant forfaitaire d'un million (1 000 000) FCFA, devront être déposées à l'adresse indiquée ci-après, au plus tard le 14 octobre 2021 à 12 heures précises. Les soumissions reçues après le délai fixé seront rejetées.

BANQUE DES ETATS DE L'AFRIQUE CENTRALE DIRECTION NATIONALE POUR LE CONGO

Appel d'Offres n°002/BEAC/DN.BZV/AONO/Tvx/2021 du 10 septembre 2021

Service Gestion Administrative des Marchés,  
6ème étage, porte 601.

[8] : Avenue du Sergent MALAMINE, Brazzaville-Congo  
v: (242) 05 547 80 24.

Les soumissions seront ouvertes en deux phases. Les plis administratifs et techniques seront ouverts, le 14 octobre 2021 à 13 heures à la Direction Nationale de la BEAC à Brazzaville. Seuls les plis financiers, pour les offres jugées conformes, seront ouverts par la suite.

Par ailleurs, Les séances d'ouverture ne seront pas publiques en raison des contraintes sanitaires qu'impose la lutte contre la propagation de la pandémie du coronavirus.

Fait à Brazzaville, le

Le (la) Président (e) de la Commission Ad Hoc

## VISITEZ LE MUSEE GALERIE DU BASSIN DU CONGO

Musée du Bassin du Congo

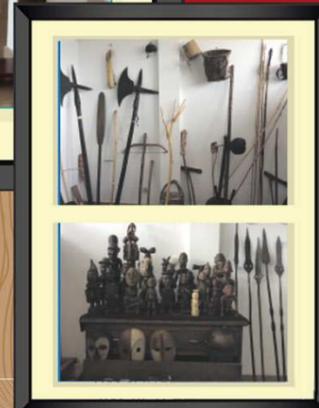
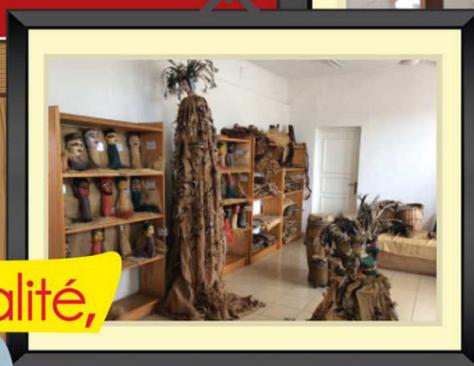
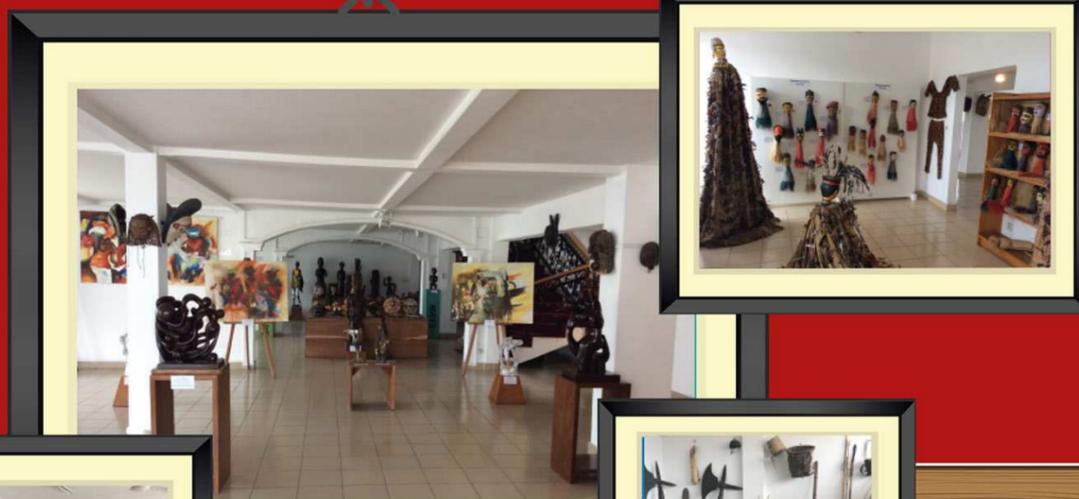
galerie CONGO  
ARTS ET EXPRESSIONS

de LUNDI  
à VENDREDI (9h-17h)  
et SAMEDI (9h-13h)

Expositions et projections

SCULPTURES PEINTURES

CÉRAMIQUES MUSIQUE



L'art dans sa **Généralité,**  
de la **Tradition**  
à la **Modernité**

Situé sur **84 Boulevard Denis Sassou Nguesso**  
immeuble les manguiers (Mpila )  
dans l'enceinte des **Dépêches de Brazzaville**

## TRANSFERTS D'ARGENT

# Les arnaqueurs continuent de faire des victimes

Lorsque la population prend conscience d'une approche d'escroquerie utilisée par des citoyens mal intentionnés qui arnaquent à travers les transferts d'argent par téléphone, ces derniers font tourner leur imagination négativement fertile afin de trouver d'autres moyens pour commettre leurs forfaits. La population continue d'empartir.

Les méthodes d'arnaques utilisées par certains citoyens, en matière de transferts d'argent par voie de téléphonie, continuent de faire des victimes parce que de plus en plus subtiles et difficilement détectables. « Quand tu fais un dépôt d'une grosse somme, un numéro t'appelle les minutes qui suivent, au nom d'une société de téléphonie mobile de la place, pour te demander de vérifier le compte. Dès que l'on met le code secret qui est du reste personnel, automatiquement le compte est vidé », explique une victime dont les réclamations n'ont abouti à rien en dehors de l'appel à la vigilance. D'autres arnaqueurs appellent les intéressés, après un dépôt, se passant pour un agent de la société de téléphonie par laquelle le transfert est fait pour se faire une idée du montant dans le compte. Ils promettent un bonus après une série de questions-réponses par messagerie. Le premier message arrive avec la mention activer. Dès que l'intéressé active, sans mettre le code, il perd l'argent.

## Pointés du doigt

A tort ou à raison, certaines victimes estiment que les tenants



Un point agréé de transfert d'argent à Brazzaville

**« Quand tu fais un dépôt d'une grosse somme, un numéro t'appelle les minutes qui suivent, au nom d'une société de téléphonie mobile de la place, pour te demander de vérifier le compte. Dès que l'on met le code secret qui est du reste personnel, automatiquement le compte est vidé »**

des cabines seraient en compli- cité avec certains arnaqueurs, les informant des montants de dépôt afin de mieux cibler les personnes à arnaquer. D'autres encore sup- posent que ce pourrait être d'an- ciens agents des entreprises de téléphonie, informatiquement outillés, avec la connaissance de la base des données qui seraient auteurs de ces agissements. Bien avant

Les approches d'escroquerie d'aujourd'hui sont différentes de celles d'hier. Avant, ces citoyens mal intentionnés appelaient pour dicter un code à composer afin de bénéficier d'un bonus. Par ailleurs, d'autres arnaqueurs se pointaient, avec tous les outils possibles, aux endroits où les kiosques agréés de transfert sont érigés et abandon- nés. En présence d'un client qui venait faire un dépôt, ils activaient

l'opération en indiquant le nom du destinataire de sorte à remettre le client en confiance, sans pour au- tant valider l'opération. Ensuite, ils quittaient le lieu, évitant que le client revienne pour des réclama- tions. Mais, ces techniques s'étant répandues comme des traînées de poudre, la population en a pris conscience au point de ne plus se faire avoir comme avant. Seule- ment, aujourd'hui, le phénomène

continue de faire des victimes du fait que les méthodes utilisées sont de plus en plus raffinées.

## Des réclamations pour rien

Souvent, sinon toujours, les vic- times se présentent dans les so- ciétés de téléphonie mobile pour des réclamations. Des échanges qui ressemblent à des séances de conscientisation, aboutissant la plupart du temps par des appels à la vigilance car ces sociétés disent ne pas être responsables des atti- tudes des arnaqueurs qui pour- tant ternissent leur image. Les promesses d'en finir avec le phé- nomène sont également faites. Peut-être que la procédure prend plus de temps car jusque-là, c'est le statu quo.

Des moyens conséquents de- vraient sans nul doute être mis en jeu avec le concours sinon l'ex- pertise de plusieurs services ha- bilités à identifier et réprimer les auteurs de ces actes. La vigilance redoublée de la population qui de- vrait ne pas suivre les consignes données par messages ou appels peut aussi contribuer à réduire à néant ce phénomène. Il faut sim- plement les ignorer, disent cer- taines langues.

Rominique Makaya

## RÉPUBLIQUE DU CONGO COMITÉ NATIONAL ÉCONOMIQUE ET FINANCIER

## COMMUNIQUE DE PRESSE

En application du Règlement n°04/19/CEMACIUMAC/CM relatif au Taux Effectif Global (TEG), à la repression de l'usure et à la publication des conditions de banque dans la CEMAC, les Taux Effectifs Globaux (TEG) moyens pratiqués par les établissements de crédit au cours du premier semestre 2021, et les seuils d'usure applicables pour le second semestre 2021 se présentent comme suit:

	TEG moyens nationaux	Seuils d'usure applicable au semestre 2021
<b>Particuliers</b>		
Crédits à la consommation, autre que découvert	16,15%	21,53%
Découverts	15,47%	20,63%
Crédits à moyens terme	14,31%	19,08%
Crédits à long terme	11,75%	15,66%
Cautions	2,99%	3,99%
Effets commerciaux		
<b>Petites et Moyennes Entreprises</b>		
Crédits à la consommation, autre que découvert	9,75%	12,99%
Découverts	13,54%	18,05%
Crédits à moyens terme	11,39%	15,18%
Crédits à long terme	11,06%	14,74%
Cautions	3,40%	4,53%
Effets commerciaux	40,90%	54,53%
<b>Grandes Entreprises</b>		
Crédits à la consommation, autre que découvert	7,09%	9,45%
Découverts	9,19%	12,26%
Crédits à moyens terme	10,61%	14,14%
Crédits à long terme	9,25%	12,34%
Cautions	2,56%	3,42%
Effets commerciaux	25,39%	33,85%
<b>Autres personnes morales</b>		
Crédits à la consommation, autre que découvert	-	-
Découverts	7,82%	10,43%
Crédits à moyens terme	11,01%	14,68%
Crédits à long terme	6,01%	8,01%
Cautions	2,03%	2,70%
Effets commerciaux	-	-
<b>Administrations publiques et collectivités locales</b>		
Crédits à la consommation, autre que découvert	16,64%	22,18%
Découverts	-	-
Crédits à moyens terme	8,41%	11,21%
Crédits à long terme	-	-
Cautions	2,46%	3,28%
Effets commerciaux	-	-

**NB:** les cellules vides indiquent les catégories des prêts pour lesquels les établissements de crédit n'ont pas enregistré d'opérations au cours du premier semestre 2021.

Ces taux seront valables à compter de la date de signature du présent communiqué de presse.

Fait à Brazzaville, le 09 AOÛT 2021

Le Ministre des Finances,

du Budget et du Portefeuille Public,

Président du Comité National Economique et Financier



Rigobert Roger ANDELY

## CÉMAC

## Un observatoire pour améliorer le climat des affaires au Congo

Le commissaire en charge du département des politiques économiques, monétaires et financières de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (Cémac), Clément Bélingaba, a annoncé, l'installation au Congo d'un point focal de l'observatoire pour l'amélioration du climat des affaires.

L'annonce a été faite à l'issue d'une récente audience entre la délégation de la Cémac conduite par Clément Bélingaba et le ministre des Finances, du Budget et du Portefeuille public, Rigobert Roger Andely. L'initiative s'inscrit dans le cadre du projet de mise en place d'un Observatoire du climat des affaires en zone Cémac.

« En ce moment, nous parcourons les six pays de la zone Cémac pour installer les points focaux de l'observatoire pour l'amélioration du climat des affaires. Les échanges avec le ministre en charge des finances ont porté sur l'importance que nos chefs d'Etat accordent à l'amélioration du climat des affaires qui est une nécessité pour développer le secteur privé et favoriser



Le ministre Rigobert Roger Andely et Clément Bélingaba/DR

l'emploi », a indiqué Clément Bélingaba.

Et de poursuivre : « Pour permettre à cette structure

de commencer ses activités, un pack matériel informatique composé d'un ordinateur de bureau,

d'un ordinateur portable et d'une imprimante multifonction couleur a été mis à sa disposition. Cela leur

permettra de mener à bien leurs objectifs ».

A en croire les propos de Clément Bélingaba, la mission qu'il effectue dans les six Etats de la zone Cémac est voulue par les chefs d'Etat en vue de booster les économies de la sous-région. En effet, l'amélioration du climat des affaires, au profit des investisseurs privés, inclut les principaux indicateurs ci-après : l'équité de la justice dans les règlements des contentieux au tribunal du commerce, la baisse des coûts de production pour faire face à la compétitivité, la baisse des coûts de l'électricité, l'entretien des routes pour la fluidité du transport des produits, la baisse des coûts du carburant et l'élimination de la corruption.

Gloria Imelda Lossele

## GUINÉE CONAKRY

## L'UA et la Cédéao condamnent le coup d'État

Comme la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (Cédéao), l'Union africaine (UA) a annoncé, le 10 septembre, la suspension de la Guinée de toutes ses « activités et organes de décision », après le coup d'État mené le 5 septembre par des militaires.

« Le Conseil de paix et de sécurité décide de suspendre la République de Guinée de toutes les activités/organes de décision de l'UA », a annoncé l'organe en charge des conflits et questions de sécurité au sein de l'UA.

L'organisation panafricaine, basée dans la capitale éthiopienne, Addis-Abeba, a demandé également au Conseil de sécurité de l'ONU « d'approuver le communiqué final de la Cédéao », qu'elle soutient.

Par ailleurs, la mission diplomatique de la Cédéao, dépêchée le

10 septembre à Conakry, a pu échanger avec les nouvelles autorités ainsi qu'avec le président renversé Alpha Condé. Selon le président de la commission de la Cédéao, l'ancien président se porte bien. Ensuite, les émissaires de l'Organisation ouest africaine ont échangé avec les nouvelles autorités sur la situation qui prévaut dans le pays et le sort de l'ancien président, Alpha Condé.

Au sortir du quartier général du CNRD, où ils ont été reçus, le président de la commission de la Cédéao, Jean Claude Kassi

Brou, a dévoilé le contenu de la rencontre. « Nous avons effectivement, à la demande des chefs d'Etat de la Cédéao, effectué une mission conduite par le ministre des Affaires étrangères du Ghana qui est président du conseil des ministres de la Cédéao, avec le ministre des Affaires étrangères du Burkina Faso ainsi que le président de la commission de la Cédéao », a-t-il expliqué.

« Nous avons eu des rencontres avec le Comité national de redressement pour le développement (CNRD), avec à sa tête Mamady Doumbouya. Nous avons également eu la possibilité de rencontrer l'ancien président, Alpha Condé ; nous avons également échangé avec lui. Comme ce sont les chefs d'Etat qui nous ont mandatés de venir, nous allons rendre compte aux chefs d'Etat des résultats de nos échanges », a conclu Jean Claude Kassi Brou. Sur l'avenir d'Alpha Condé et sur une éventuelle libération, « des discussions ont été engagées », a indiqué la secrétaire générale du ministère des Affaires étrangères guinéen qui assure l'intérim mais « le principe est acquis » a affirmé Fanta Cissé, en tirant un bilan « très positif » des échanges.

Yvette Reine Nzaba

## L'OIF emboîte le pas

La secrétaire générale de la Francophonie, Louise Mushikiwabo, qui suit « avec préoccupation » la situation en Guinée Conakry, a condamné le coup de force et s'inquiète de la récurrence des crises dans l'espace francophone.

Le jour même, elle avait condamné fermement toute prise de pouvoir par la force et demandé la libération ainsi que le respect de l'intégrité physique du président Alpha Condé. Dans un communiqué publié à cet effet, Louise Mushikiwabo a indiqué que l'Organisation internationale de la francophonie (OIF) se coordonnera étroitement avec ses partenaires, notamment la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest et l'Union africaine en vue de contribuer au rétablissement dans les meilleurs délais d'un ordre constitutionnel et démocratique en République de Guinée. Pour elle, « les coups d'État ne sont plus acceptables ».

« Au cours des dix-huit derniers mois, l'espace francophone a connu plusieurs coups d'Etat, un chef d'Etat tombé sur le champ de bataille et un président en exercice assassiné. Ces situations

récurrentes de violence extrême, de non-respect des principes démocratiques et d'atteintes aux droits de l'Homme et à la vie humaine sont contraires aux engagements pris par nos Etats et gouvernements dans la Déclaration de Bamako, texte politique fondateur de notre organisation. Elles ne sont tout simplement plus acceptables », a déclaré la secrétaire générale de l'OIF.

Elle appelle les classes dirigeantes de l'espace francophone à « tout mettre en œuvre pour servir leurs citoyens, en particulier la jeunesse et, avec l'ensemble des partis politiques, à veiller à la préservation de la vie et de la dignité humaine ».

Y.R.Nz.

**« Nous avons eu des rencontres avec le Comité national de redressement pour le développement (CNRD), avec à sa tête Mamady Doumbouya. Nous avons également eu la possibilité de rencontrer l'ancien président, Alpha Condé ; nous avons également échangé avec lui. Comme ce sont les chefs d'Etat qui nous ont mandatés de venir, nous allons rendre compte aux chefs d'Etat des résultats de nos échanges »**

**« tout mettre en œuvre pour servir leurs citoyens, en particulier la jeunesse et, avec l'ensemble des partis politiques, à veiller à la préservation de la vie et de la dignité humaine »**

## SOMMET G20/ COVID-19

# Au moins 40% de l'humanité doit être vaccinée d'ici à fin 2021

Les ministres de la Santé du G-20 ont clôturé leur réunion à Rome, en Italie, par un communiqué de onze pages, appelant à faire vacciner au moins 40% de l'humanité d'ici à la fin de l'année.

Dans leur communiqué, les ministres de la Santé du G20 ont insisté sur la nécessité de faire vacciner au moins 40 % de l'humanité d'ici à la fin de l'année. Certains membres du secteur médical n'ont pas caché leur déception, le sommet n'ayant pas abouti à un engagement ni à aucune action concrète. Des appels au renforcement des chaînes d'approvisionnement et à la production de vaccins, ainsi qu'à des partenaires pour aider à combler le déficit de financement ACT-Accélérateur ont été lancés. Pour la conseillère en politique de santé d'Oxfam Grande-Bretagne, Anna Marriott, le manque d'attention à l'accès aux vaccins dans le monde est impardonnable. « *Des gens meurent et [il y a] un manque total d'urgence* », a-t-elle déclaré. Pour Adam Kamradt-Scott, cofondateur du Global Health Security Network, il est peut-être déraisonnable que les ministres de la Santé soient trop radicaux lorsque les dirigeants n'étaient pas préparés. Selon des données

récentes, 40,6% de la population mondiale a reçu une dose d'un vaccin covid-19. Un chiffre qui serait « biaisé » vers les économies à revenu élevé. A ce jour, seulement 1,9 % des habitants des pays à faible revenu a reçu au moins une dose de vaccins. Jenny Lei Ravelo pense qu'il pourrait y avoir des actions plus concrètes lors de la prochaine réunion du G20 en octobre.

de vaccins dans le monde. Ils s'engagent à accroître le soutien aux pays pauvres et à leur envoyer davantage de vaccins afin d'atteindre l'objectif de 40 % de vaccination de la population mondiale d'ici à la fin 2021.

Le ministre italien de la Santé, Roberto Speranza, a souligné l'engagement commun pris de procéder à une relance générale des services de santé et d'avoir

stratégies et d'outils à moyen et long terme, permettant de changer de paradigme et de « *mettre fin aux inégalités honteuses dans l'accès aux traitements et aux vaccins* », en termes d'accès global. Vittorio Agnoletto, porte-parole italien de la campagne européenne Right to Care, a déclaré pour sa part que, « le choix du G20 d'ignorer la proposition de moratoire sur les brevets des vaccins est

environ 3% de la population globale du continent (environ trente-neuf millions de personnes) a été complètement vaccinée. Le continent africain était censé recevoir 320 millions doses de vaccins en août via covid-19, mais l'installation n'en a livré qu'environ trente millions. A la suite des critiques, un accord pour expédier les vaccins Johnson & Johnson covid-19 partiellement produits en Afrique du Sud vers l'Europe a été annulé, et les doses déjà envoyées en Europe seront renvoyées en Afrique du Sud pour être distribuées entre les États membres de l'Union africaine. Neuf pays africains (Seychelles, Cap-Vert, Afrique du Sud, Maroc et la Tunisie) ont déjà atteint l'objectif mondial fixé en mai par l'Assemblée mondiale de la santé. Au rythme actuel, trois autres pays africains (Comores, Guinée équatoriale et Sao Tomé-et-Principe) devraient également l'atteindre. Deux autres pourraient l'atteindre s'ils accélèrent les vaccinations.

Noël Ndong

## « Mettre fin aux inégalités honteuses dans l'accès aux traitements et aux vaccins »

Elle invite le groupe indépendant de haut niveau du G20 à faire des recommandations sur le financement de Global Commons pour la préparation et la réponse aux pandémies qui ont été publiées en juillet, appelant à un investissement de 75 milliards de dollars pour la préparation et la réponse à la crise sanitaire actuelle. A l'issue de la réunion, les ministres de la Santé du G20 ont signé le « Pacte de Rome » pour la distribution

l'universalisme comme boussole dans l'ère post-covid. L'Alliance du vaccin Gavi a indiqué que les fonds nécessaires pour sécuriser le vaccin partout s'élèveraient à 1,7 milliard d'euros. Les ONG ont fustigé les engagements des ministres du G20 en les taxant de « trop faibles ». Pour la conseillère en politique de santé mondiale d'Oxfam Italia et Rossella Miccio, présidente d'Emergency, aucun pas décisif et concret n'a été fait pour la définition de

honteux et indécent». Les Pays de l'Union européenne laissent périmés des milliers de vaccins covid-19 alors que les pays à revenu faible ne sont vaccinés qu'à 1%.

### Bilan

Quarante-deux des cinquante-quatre pays africains devraient manquer l'objectif de l'Assemblée mondiale de la santé de vacciner 10 % de leur population contre la covid-19 d'ici à la fin du mois de septembre. Seulement

## L'OMS plus pessimiste sur la capacité des vaccins à mettre fin à la pandémie

Le directeur de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) en Europe s'est montré plus pessimiste, vendredi, sur la capacité d'un taux élevé de vaccination à stopper à lui seul la pandémie du fait des variants qui ont réduit la perspective d'une immunité collective.

Avec une probabilité accrue que la maladie demeure de façon endémique sans être éradiquée, Hans Kluge a appelé à anticiper une adaptation des stratégies de vaccination, notamment sur la question des doses supplémentaires.

En mai, le responsable sanitaire onusien avait affirmé que la pandémie serait terminée lorsque la couverture vaccinale minimale de 70% de la population mondiale serait atteinte. Interrogé sur le fait de savoir si cet objectif valait toujours ou s'il devait être relevé, il a dit que les nouveaux variants plus contagieux, principalement Delta, avaient changé la donne.

A l'époque, même si le variant détecté initialement en Inde sévissait déjà, il n'y avait pas une

telle émergence des variants plus transmissibles et plus viraux, a-t-il fait valoir. « *Donc je crois que cela nous amène au point où l'objectif essentiel de la vaccination est avant tout d'empêcher les formes graves de la maladie et la mortalité* », a souligné Hans Kluge.

« *Si on considère que la Covid va continuer à muter et rester avec nous, comme la grippe, alors*

*nous devons anticiper comment adapter progressivement notre stratégie de vaccination à la transmission endémique, et acquérir un savoir très précieux sur l'impact des doses supplémentaires* », a-t-il ajouté.

Selon des épidémiologistes, il semble désormais illusoire d'atteindre l'immunité collective uniquement grâce aux vaccins, mais

ceux-ci restent tout de même cruciaux pour circonscrire la pandémie de covid-19. Un niveau très élevé de vaccination reste aussi indispensable « *pour réduire la pression sur nos systèmes de santé qui ont désespérément besoin de traiter les autres maladies que la Covid* », a souligné Hans Kluge vendredi. Désormais dominant, le variant Delta est jugé 60% plus transmissible que le précédent (Alpha) et deux fois plus que le virus historique. Or, plus un virus est contagieux, plus élevé est le seuil nécessaire à l'immunité collective, c'est-à-dire le seuil de personnes immunisées au-delà duquel l'épidémie cesse. Celle-ci peut s'obtenir via les vaccins ou l'infection naturelle.

D'après AFP

## «...Réduire la pression sur nos systèmes de santé qui ont désespérément besoin de traiter les autres maladies que la Covid »



# PRENEZ VOTRE INDÉPENDANCE !

LA BOX INTERNET À

~~45000 F CFA~~

**5000** <sup>\*</sup>FCFA

INSTALLATION GRATUITE



\*Offre promotionnelle sur la formule SPEED 12

CONTACTEZ LE

**22 22**

CONGO TELECOM



## OPINION

## De la gloire centenaire à la cause millénaire

### Analyses sur le Parti communiste chinois : sa mission et ses contributions

L'année 2021 marque le centenaire du Parti communiste chinois (PCC). Au cours des cent ans qui ont suivi sa naissance, le PCC, toujours fidèle à ses engagements initiaux d'œuvrer pour le bien-être du peuple et le renouveau de la nation, a uni autour de lui le peuple chinois et l'a conduit dans des luttes acharnées finissant par remporter des succès mondialement remarquables. Le développement de la Chine permet non seulement de donner une meilleure vie au peuple chinois mais également de contribuer à la cause grandiose de la paix et du développement de l'Humanité. Dans le but de donner une présentation vivante du PCC aux pays et partis politiques amis, le département de la Communication du Comité central du PCC a récemment publié un document intitulé « Le Parti communiste chinois : sa mission et ses contributions ».

Ce document passe en revue le parcours glorieux du PCC au terme d'une lutte d'un siècle, éclaircit ses concepts, pratiques et réussites dans la gouvernance interne et la politique étrangère, nous permettant ainsi de mieux comprendre ce que c'est que le PCC.

**Un parti politique qui sert le peuple-** Dès sa fondation, le PCC a pris pour engagement et pour mission d'œuvrer au bonheur du peuple chinois et au renouveau de la nation chinoise. Tout le combat du PCC est de faire en sorte que

le peuple soit le maître du pays et de lui permettre d'accéder à une meilleure vie. A travers ses combats pendant les cent ans écoulés, le PCC a tissé des liens indissociables avec le peuple. Toute tentative de séparer le PCC du peuple chinois, voire de les opposer l'un à l'autre, est vouée à l'échec.

#### Un parti politique qui lutte pour ses idéaux

Le document passe en revue les luttes acharnées dans lesquelles le PCC a uni autour de lui le peuple chinois et l'a conduit pour entreprendre la révolution, la construction et la réforme. C'est en préservant ses idéaux, ses croyances et son esprit de lutte que le PCC a pu s'épanouir dans la détresse et redresser le destin du parti et du pays à maintes reprises. C'est en explorant et saisissant constamment les lois de la gouvernance, de la construction socialiste et du développement de la société humaine que le PCC a pu frayer avec succès la voie du socialisme à la chinoise. C'est en surmontant de divers risques et défis dans la nouvelle ère que le PCC a pu remporter des succès historiques et démontrer au monde la vitalité et les perspectives radieuses du socialisme.

Un parti politique qui brille par sa grande capacité de direction et de gouvernance. Cette capacité provient de cinq avantages, à savoir une unité de haut niveau autour d'un noyau de direction fort, les lignes et stratégies correctes et conformes à la réalité élaborées au cours

de différentes périodes historiques, une organisation ordonnée avec une discipline stricte, une union rassemblant toutes les forces vives et enfin un mécanisme scientifique de sélection et de nomination des talents. Répondant à la réalité nationale et aux traditions historiques et culturelles de la Chine, le mécanisme de direction du PCC est soutenu par le peuple chinois et fait preuve d'une grande efficacité et d'une qualité incomparable dans la pratique.

#### Un parti politique qui conserve toujours sa vitalité juvénile

La prospérité à long terme du PCC réside dans sa capacité d'entreprendre sans relâche non seulement des révolutions sociales, mais aussi des révolutions contre lui-même. La vitalité du PCC s'incarne dans la démocratie au sein du parti et dans la stimulation constante de la créativité, se manifeste dans le courage de défendre la vérité et de corriger les erreurs, se traduit par la lutte résolue contre la corruption et les autres maux qui affaiblissent le parti, et se reflète dans l'application constante de la réforme et l'innovation appuyées par réflexions, de l'apprentissage et de l'inspiration.

Un parti politique qui s'engage pour la paix et le développement de l'humanité. La sauvegarde de la paix et la promotion du développement pacifique représentent la logique et l'orientation du PCC dans son exercice du pouvoir. Le PCC souhaite que non seulement le peuple chinois mais aussi les peuples des

autres pays puissent avoir une meilleure vie. Aujourd'hui, notre monde se trouve à une croisée des chemins, la vision de la Communauté de destin pour l'Humanité répond à la tendance générale de l'histoire, traduit les valeurs communes de l'humanité, et ouvre ainsi une nouvelle voie de développement caractérisée par la coopération gagnant-gagnant, la synergie des efforts et le partage des acquis.

Quels que soient les changements de la situation internationale, le PCC, toujours soucieux de l'avenir et du destin de l'humanité, est prêt à avancer main dans la main avec toutes les forces du progrès du monde. Comme le dit le secrétaire général du PCC, XI Jinping, « le Parti communiste chinois se dévoue entièrement à la cause grandiose de la nation chinoise, un effort qui prendra des générations. Un siècle après sa fondation, il a la chance d'être dans la force de l'âge ». Dans l'avenir, le PCC portera résolument haut le drapeau du socialisme, poursuivra inébranlablement la voie du développement pacifique, se rangera fermement du bon côté de la justice historique et du progrès de l'humanité. Il continuera à renforcer les échanges et la coopération avec tous les partis amis du monde dont le Parti congolais du travail pour promouvoir le développement commun et la coopération gagnant-gagnant, et contribuer davantage à la construction d'un monde meilleur.

*MA Fulin,  
ambassadeur de Chine au Congo*



PRÉSENT  
EN FRANCE

free  
CANAL 449



Liputta Swagga collection | Rey Mangouta / © Culture Trip

## KARATÉ

## Brazzaville domine les championnats nationaux

Avec une moisson de quarante-deux médailles dont dix-huit d'or, dix-sept d'argent et sept de bronze, les athlètes de la ville capitale ont survolé les championnats nationaux de karaté juniors et seniors qui se sont déroulés en fin août, au gymnase Maxime-Matsima. Pointe-Noire et la Lékoumou complètent le podium avec respectivement vingt-sept et douze médailles.

Académie a obtenu près de la moitié des médailles d'or gagnées par Brazzaville. Ce qui fait de lui le meilleur club de la compétition. Au kumité par équipe seniors hommes, l'Académie a occupé la première place devant Samourai, Koma et Interclub. Abdoulaye Tahir (Académie de Brazzaville) a dominé Blande Ngandzari d'Interclub dans les moins de 60 kg. Sathiam Ndangani de Bushido de Pointe-Noire a pris le meilleur sur Freddy Ampha d'Abala sport de Brazzaville dans les moins de 67 kg. Dans les moins de 75 kg, Gloirdy Malanda de Calk Funakoshi de Brazzaville s'impose face à Honor Adoua de Ngomi (Brazzaville). Dans les moins de

84 kg, Grace Kolime d'Académie de Brazzaville a dominé son coéquipier Guelord Bobombo. Dans les plus de 84 kg, David Kamba (Académie de Brazzaville) a battu en finale Exaucé Kuisodissa de Samourai de la même ville.

Chez les seniors dames, Mamie Diabaté Pembé (Académie de Brazzaville) emporte de l'or devant Raï Tsoumou de Pointe-Noire, dans les moins de 50 kg. Dans les moins de 55 kg, Grâce Dewe (Académie de Brazzaville) a dominé Theresa Tsongo de Coma de Brazzaville. Dans les moins de 68 kg, Ruth Itoua d'Okinawa de Brazzaville s'est imposée face à Marthe Bayefina (AS Belin de Brazzaville).

Dans les katas individuels juniors hommes, Ernest Guy Beny Mougallet de Hiroo Mochizuki de Brazzaville a remporté la médaille d'or devant William Kamba d'Académie de Brazzaville et Onanga Khalob (ATC Pointe-Noire). Chez les dames dans la même catégorie, Célestina Nguouessé Koudedé (KMP de Pointe-Noire) a pris le dessus sur Cynthia Eckonambou de Kaké de la Lékoumou. Chez les seniors dames, Michadée Babindamana (Mokondzi/Brazzaville) s'impose face à Gaïs Malonga (Académie/Brazzaville) et Raï Tsoumou de Pointe-Noire. Chez les seniors messieurs, Steven Moukassa (Académie-Brazzaville) a glané l'or devant

son coéquipier Exaucé Makita et Jean Brice Tatou d'Inter de Pointe-Noire. Par équipe, Brazzaville a dominé l'épreuve en occupant les trois premières places.

Au kumité juniors hommes, Gess Bissila (Léopards/Brazzaville) s'est imposé dans les moins de 55 kg devant deux athlètes de Pointe-Noire. Dans les moins de 61 kg, Junior Ngouomimba de kaké de Lékoumou a gagné la médaille d'or devant deux Brazzavillois. Dans les moins de 68 kg, Abraham Bikoka d'Interclub (Brazzaville) a dicté sa loi, tout comme Felida Likibi de samourai dans les moins de 76 Kg. Dans les plus de 76 kg, Céleste Moussamboté de Samourai (Brazzaville) a été le meilleur

devant Christel Ipika de Ngombi de Brazzaville. Chez les juniors dames, Stevie Telemine Nzaou de Pointe-Noire a pris le meilleur dans les moins de 48 kg devant Makaya Makosso également de Pointe-Noire. Dans les moins de 53 Kg, Célestina Nguouessé Koudedé de Pointe-Noire a obtenu l'or devant Abigael Mbemba d'Académie. Dans les moins de 59 Kg, Sagesse Onkassa de la Lékoumou s'est classée première devant sa coéquipière Jessica Tseke (Kaké de Lékoumou). Chez les plus de 59 kg, Bénédicte Mpoutou d'Académie de Brazzaville a pris le meilleur sur Deatry Makangat de Jaguar de Pointe-Noire.

James Golden Eloué

## COUPE DU CONGO DE HANDBALL

## Ni vainqueur ni vaincu lors du match d'ouverture

Caïman et Petro sport se sont neutralisés (23-23), le 9 septembre, au gymnase Nicole-Oba à Talangaï, au terme d'une rencontre des seniors hommes riche en suspense et à rebondissements ayant marqué l'ouverture officielle de la troisième édition de la Coupe du Congo.

A la mi-temps, Petro sport menait au score 13-10. Caïman a inversé la tendance à la reprise en menant même au score par trois buts d'écart à l'approche des deux dernières minutes. C'est avec beaucoup de courage que Petro sport a pu arracher le nul en égalisant dans les toutes dernières secondes du match. Dans les autres matches de la première journée, Patronage a pris le dessus sur Us Bantou (30-26). L'Interclub a battu AS Cheminots de Pointe-Noire (37-18). Interclub de Pointe-Noire a été battu par Arsenal (22-28).

Chez les seniors dames, la DGSP a dominé Patronage (44-19). LAS Otho a eu raison d'Asel (21-13). Interclub de Brazzaville s'est imposé face à Tourbillon (54-14). Chez les juniors hommes, JSO a gagné sur le fil (26-25) NHA Sport puis Asoc a dominé AS Cheminots de Dolisie (32-19). Chez les juniors dames, Promo sport l'a emporté face à Amical (32-10). Asel a courbé l'échine face à As Cheminots de Dolisie (11-45) et JSO a dominé Olympique de Pokola (38-25).

La relance de cette compétition, dix ans après la dernière



édition, est un pari gagné par l'actuel bureau exécutif de la Fédération congolaise de handball (Fécohand). Le challenge à première vue est énorme puisque la Coupe du Congo 2021 met aux prises cinquante et une équipes venues de sept départements, réparties en poules dans les catégories juniors et seniors toutes ver-

sions confondues, soit un total de dix-sept matches par jour sur les quatre terrains retenus. Son organisation, a justifié le président de la Fécohand, permettra donc de rallumer la flamme et d'assurer la détection des talents. « Ce désir partagé d'organiser cette grande et lourde activité n'est pas né du néant et n'est pas non

Le match opposant Caïman à Petro sport/Adiac plus un fruit du plaisir futile ou d'une distraction sans intérêt. Bien au contraire, car il est une composante de projet de développement du handball. C'est un moment de rallumer la flamme, une occasion de nous redécouvrir, une manivelle de redémarrage, un espace de détection de nouveaux talents et de for-

mation des jeunes athlètes et des cadres du handball ainsi qu'une ambition inavouée de susciter les vocations », a indiqué Ayessa Ndinga Yengué.

La compétition qui se tient dans un contexte particulier témoigne de la volonté de l'actuel président de replacer le handball congolais à la place qui était la sienne. « Le handball congolais est en pleine reconstruction. Nous voulons redorer ses lettres de noblesse et le replacer à la place qui était la sienne. On doit se battre pour cela. Il y a des signes annonciateurs. Car les Diables rouges seniors dames sont arrivées en demi-finales de la CAN à Yaoundé. Elles ont réussi à se qualifier pour la Coupe du monde. La DGSP a aussi joué les demi-finales de la Coupe d'Afrique des clubs vainqueurs de coupes. Nous devons accompagner ces signes. Ce n'est qu'un début et nous allons travailler davantage pour faire mieux. Nous devons arriver à la finale la prochaine fois et c'est vous les jeunes qui allez vous battre pour que nous réussissions ce défi », a-t-il souhaité.

J.G.E.

## PRODUCTION NATIONALE

# Le numérique à la porte du secteur agricole

Kinshasa est déterminé à plonger l'agriculture dans une nouvelle ère. Cet important projet comprend la construction d'infrastructures sécurisées et le développement d'une culture du numérique pour faciliter la production, rentabiliser le stockage des produits agricoles et assouplir les mécanismes de distribution. Pour Christian Mbadu, vice-ministre du Plan, la chaîne des valeurs du secteur agricole est prise en compte dans le Plan national de numérique à l'horizon 2025.

L'utilisation du numérique dans le secteur agricole intéresse aujourd'hui l'Afrique entière. En effet, face à la pression démographique, les pays de la région devront réfléchir sur la possibilité de doubler ou tripler les niveaux actuels de productivité agricole pour se protéger contre l'insécurité alimentaire. Par ailleurs, ils relèveront le défi alimentaire dans un contexte difficile marqué par le changement climatique qui affecte déjà le secteur de l'agriculture. Pour y faire face, beaucoup de pays sont tentés de se lancer dans la transformation agricole intensive. Grâce au numérique,

il sera possible d'accélérer le processus de transformation. Par rapport à la question de l'agriculture et du numérique, le vice-ministre du Plan, Christian Mbadu, a tenu à faire une évaluation du chemin parcouru à ce jour. Le gouvernement, a-t-il expliqué, a mis en place toute une batterie de mesures conjoncturelles et structurelles qui visent à diversifier l'économie et créer les conditions d'une croissance inclusive. En République démocratique du Congo, l'agriculture vivrière, industrielle et pérenne ainsi que la pêche et l'élevage sont classés désormais comme les priorités

du gouvernement. Anticipant déjà la réflexion sur le numérique, Kinshasa a créé tout un ministère pour réaliser cette nouvelle vision. Il entend s'appuyer sur lui comme d'un levier d'intégration. Le ministère du Numérique a doté le pays de son premier Plan national de numérique qui prend en compte la chaîne des valeurs dans le secteur agricole. Pour soutenir ces actions sur le long terme, il y a aussi un Plan directeur d'industrialisation chiffré à cinquante milliards de dollars américains sur l'horizon 2050.

Christian Mbadu a partagé toutes les informations stratégiques avec le reste de

l'Afrique lors de la première édition du Forum d'Égypte pour la coopération internationale et le financement dans le développement, du 8 au 9 septembre au Caire. Présent à ces travaux, le vice-ministre a orienté son exposé sur le thème « Les enjeux de la sécurité alimentaire et les perspectives de l'évaluation du système alimentaire à l'ère du numérique ». Il a appelé à un partage élargi des meilleures pratiques dans les domaines d'intérêt commun avec la République arabe d'Égypte.

Dans la foulée, le vice-ministre a dressé un petit bilan de quelques avancées dans la

politique agricole congolaise. Le pays, a-t-il relevé, a mis en place des instruments de planification et de programmation, notamment le Plan national d'investissement agricole, le Programme multisectoriel d'urgence d'atténuation des impacts de la covid-19 et le Programme national de sécurité alimentaire et nutritionnelle. Pour les chiffres essentiels, le gouvernement espère atteindre une croissance annuelle du secteur agricole de l'ordre de 6 %. Enfin, les financements viendront du gouvernement et des différents partenaires au développement.

Laurent Essolomwa

## FOOT-TRANSFERTS

## Dark Kabangu chez Lupopo, Bolingi cherche preneur, Katulondji au DCMP

Le mercato s'est achevé le 31 août dernier mais le marché des transferts est encore ouvert en République démocratique du Congo (RDC) et ailleurs comme dans le golfe, au Qatar. Et cela intéresse certains joueurs congolais.

Le FC Saint Eloi Lupopo n'a pas fini d'étoffer son effectif après la signature de Youssouf Mulumbu, Patou Kabangu et du Gabonais Bayano. L'on apprend que la direction du club assurée par le gouverneur du Haut Katanga, Jacques Kyabula Katwe, vient d'engager l'attaquant Dark Kabangu Kadima. Il arrive libre de tout contrat du Daring Club Motema Pembe (DCMP) et a signé pour deux ans avec option.

Après sa signature, il a déclaré : « Je n'ai jamais été un moindre joueur dans chaque équipe où je suis passé. Déjà dans mon pays, vous le savez bien, j'ai toujours fait bonne impression et je me suis toujours battu. C'est de la même façon que je ferai avec le Saint Eloi Lupopo, je viens d'en parler avec le président et j'espère que les choses se passent vite. Je suis là pour donner le meilleur de moi-même et chercher les objectifs de l'équipe et du président, afin de réaliser une saison qui restera gravée dans la tête des supporters du FC Saint Eloi Lupopo ».

Le club compte sur ce buteur, ancien joueur du FC MK de Kinshasa, de Budapest Honved à Hongrie et de Shirak FC en Arménie, avant de revenir au pays pour signer au DCMP. Celui qu'on a surnommé « Airways » devra donc faire oublier le buteur Mpiana Monzini, parti pour la Tanzanie,



Dark Kabangu, Jonathan Bolingi et Katy Katulondji

par son efficacité et son sens de but. Outre lui, le FC Saint Eloi Lupopo a aussi fait signer l'international ougandais Allan Katerega pour deux saisons.

Pour sa part, l'attaquant international Jonathan Bolingi est de retour à Antwerp FC, en Belgique, après son prêt d'une saison à Lausanne Sport en Suisse où il n'a pas été conservé. Lié au club anversoïse jusqu'en 2022, l'ancien buteur du TP Mazembe, passé

par Standard de Liège, Royal Excelsior Mouscron, Antwerp, KAS Eupen en Belgique et Ankaragucu en Turquie n'a pas trouvé où rebondir en Europe pendant le mercato, ne faisant pas partie du plan de l'entraîneur Brian Priske d'Antwerp. Sa seule option, c'est espérer signer dans des championnats qui sont encore ouverts au marché des transferts comme aux Emirats arabes unis, au Qatar ou en Turquie où il a déjà joué

une fois.

Un autre transfert est celui de l'attaquant Katy Katulondji au DCMP, après son départ officiel de l'AS Dauphins noirs de Goma. « Le nouvel international congolais est transféré pour une saison au Daring Club Motema Pembe de Kinshasa. Aujourd'hui, la séparation s'impose malheureusement et l'avant-centre préfère aller monnayer son talent ailleurs,

après nous avoir rendu des bons et loyaux services. Katy a été notre meilleur buteur la saison dernière et il restera gravé dans nos cœurs. Il est le prototype d'un sportif courageux, bosseur... et ses successeurs à ce poste devront s'en inspirer pour faire rayonner la grande institution Dauphins Noirs », a annoncé le club de Goma, au Nord-Kivu, sur sa page officielle.

Ancien joueur de l'AS Dibumba de Tshikapa, Katy Katulondji a joué dans Maniema Union avant de se retrouver chez les Dauphins noirs. Il a inscrit cinq buts au cours de la saison pour les Montagnards de Goma. L'on se rappelle son but venu d'une autre planète, le 25 mai dernier, face au Racing Club de Kinshasa, une frappe de plus de cinquante mètres.

Mais l'on se pose des questions sur ce transfert, car la Fédération internationale de football association vient d'instruire la Fédération congolaise de football association de bloquer tous les transferts nationaux et internationaux des Immaculés de Kinshasa à cause des dettes issues des litiges du club avec des joueurs étrangers et l'entraîneur Otis Ngoma. Rappelons aussi que le milieu offensif international Ricky Tulengi, transfuge de V.Club, s'est engagé avec Maniema Union pour cinq ans.

Martin Engimo

## KINSHASA

# Gentiny Ngobila interdit la marche de Lamuka

Le gouverneur de la capitale congolaise motive sa décision par « les instructions de l'autorité suprême » et les restrictions de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) liées à la pandémie de covid-19.

Le gouverneur de la ville-province de Kinshasa, Gentiny Ngobila Mbaka, interdit la manifestation de la coalition Lamuka prévue le 15 septembre dans la capitale. Dans une lettre du 10 septembre adressée aux responsables de cette plateforme, l'autorité urbaine a refusé de prendre acte de cette marche.

Dans cette correspondance, le gouverneur Ngobila, qui indique que cette activité est susceptible d'entraîner une contamination massive à la covid-19, justifie son refus par « les instructions de l'autorité suprême » ainsi que des mesures édictées par l'OMS, dans le cadre de la riposte à cette pandémie.

Gentiny Ngobila a, par ailleurs, instruit le commissaire provincial

de la police nationale congolaise ainsi que les bourgmestres des communes concernées pour veiller à l'exécution de sa décision.

La plateforme Lamuka que dirige Adolphe Muzito et Martin Fayulu, rappelle-t-on, prévoit, le 15 septembre, une marche à Kinshasa et dans toutes les grandes agglomérations du pays. Officiellement, ce regroupement politique de l'opposition congolaise vise à dire non à la politisation de la Commission électorale nationale indépendante, et le risque de fraude électorale qu'elle suppose ainsi qu'au glissement dans le calendrier électoral qui prévoit les élections présidentielle et législatives en 2023.

Il est rappelé que certaines organisations politiques et de la société



te civile avaient, elles également, annoncé leur intention de participer à cette manifestation.

Lamuka avait saisi le gouverneur de la ville, pour lui informer de cette manifestation, en l'appelant

à prendre des mesures sécuritaires pour que cette activité, que la plate-forme a voulue pacifique, se passe sans heurts.

Déjà, avec ce refus du gouverneur, il y a un bras de fer en vue

entre lui et le regroupement politique. Des sources proches de la plateforme politique indiquent, d'ores et déjà, que Lamuka va tenir son activité, malgré cette réponse négative du gouverneur de la ville de Kinshasa.

Rappelons qu'il est rare que l'autorité urbaine de Kinshasa autorise des manifestations publiques de l'opposition. Et, cette dernière, estimant que le régime actuel est celui de l'information et non de l'autorisation, organise à toutes les occasions ses activités sans tenir compte de l'avis du gouverneur. Ce qui conduit à des heurts avec la police qui, comme dans le cas en présence, reçoit toujours des instructions pour faire respecter la décision de l'autorité.

Lucien Dianzenza

## INTERVIEW

## Théodore Ngoy : « Le créole et le vaudou sont nés à Mvula »

En sa qualité de président du comité scientifique du projet international de l'Unesco « La route de l'esclave » en République démocratique du Congo (RDC), le docteur en droit et pasteur Théodore Ngoy était un des acteurs de la célébration, le 29 août à Nsiamfumu sur la plage Kumbi, de la Journée internationale des souvenirs de la traite négrière et de son abolition. Dans cet entretien accordé sur place au *Courrier de Kinshasa*, il révèle notamment l'importance du cadre dans l'histoire de cette tragédie dont le pays recèle de nombreux vestiges, y compris l'origine de la langue et la religion susmentionnées.

**Le Courrier de Kinshasa (L.C.K.) : Peut-on savoir en quoi consiste la célébration du 23 août ?**

**Théodore Ngoy (T.N.) :** La Journée internationale des souvenirs de la traite négrière et de son abolition est célébrée le 23 août de chaque année depuis la conception du projet en 1993 et son lancement en 1994 à Ouidah, au Bénin, à la demande d'Haïti et des pays africains. Le rôle de cette journée est de briser le silence à propos de la traite négrière. Le projet « La route de l'esclave » lui-même a plusieurs objectifs; le premier consiste à briser le silence en identifiant les sites de la traite négrière dans l'ensemble du pays. Chez nous, nous n'avons pas seulement subi la traite négrière qui a plusieurs sites. Nous avons d'abord connu la traite orientale ou septentrionale ou encore transsaharienne, elle est dite aussi arabe, ensuite ce fut la traite négrière, puis la traite post-missionnaire belge. Nous avons donc plusieurs sites de mémoire autrement plus importants que l'île de Gorée, par exemple.

Deuxièmement, il faut une banque de données sur l'histoire qui doit être constituée par les historiens que nous rassemblons en tant que comité scientifique et nous devons rédiger un programme à introduire dans l'enseignement primaire et secondaire ainsi que dans le supérieur et universitaire. Un enseignement correct de notre histoire.

Troisièmement, nous devons créer un musée consacré spécifiquement à la traite négrière avec une maison de souvenirs qui sera le point de repère du tourisme de mémoire. Puis, il faudra ériger des monuments commémoratifs



de la traite négrière à vocation touristique. Ce qu'il faudrait en tout état de cause, c'est entretenir la mémoire en brisant le silence chaque fois par des conférences. Nous en avons organisé plusieurs dans des universités et nous continuerons à le faire. Et surtout, j'annonce que cette année, nous tiendrons le symposium international sur la traite négrière et son abolition parce que 60% des esclaves retrouvés partout dans le monde, notamment au Brésil, à Cuba, au Portugal, en Angleterre, en France, aux Etats-Unis, en Amérique en général, sont venus du Congo. Et 64% de ceux qui ont mené la rébellion sont venus du Congo, ici chez nous, et en particulier, du royaume Kongo. C'est pour cela que nous sommes venus valoriser le site de Nsiamfumu qui est à la fois un site de cantonnement et d'embarquement des esclaves mais surtout un marché des esclaves. C'est à Mvula, dans la forêt que l'on trouve le puits, un énorme trou dans lequel étaient gardés les esclaves enchaînés pour les empêcher de s'enfuir. Et, sur la place, il n'y

avait pas que les esclaves issus du Royaume Kongo étendu à l'Angola et au Congo-Brazzaville, ou du Congo, en général, mais aussi ceux qui venaient du Sénégal, du Cameroun et du Gabon. Tous ces esclaves avaient décidé de résister en créant un code commun, c'est l'origine du créole. Ce parler, le créole, est né à Mvula. Comme ils l'avaient fait au niveau linguistique, sur le plan spirituel, ils ont pensé : « Nous avons des pouvoirs qui nous protègent et chacun a sa puissance ». Ils se sont communiqués et ont trouvé un code commun qui est l'origine du vaudou.

**L.C.K. : Vous l'avez dit, la RDC compte plusieurs sites ayant trait à la traite négrière et autres traites qu'elle a subies le long de son histoire. Pourquoi ne pense-t-on qu'à valoriser Nsiamfumu ?**

**T.N. :** Il faut commencer quelque part tout simplement. Par ailleurs, le comité scientifique de RDC est une organisation d'experts créée à la demande de l'Unesco qui a pour tâche de faire des réflexions, de produire des écrits après des

recherches et même de rassembler des sources orales pour en faire des publications. Il faut aussi que les autorités politiques fassent leur part. À cet effet, il doit y avoir un budget affecté à l'érection des monuments, aux travaux d'identification, de réfection, de production de documents, de réalisations de conférences, etc. Nous avons commencé à Nsiamfumu après avoir constaté une implication remarquable de l'autorité politique cette année. Pour la cérémonie de ce 29 août, le Premier ministre s'est fait représenter par le vice-Premier ministre, ministre de l'Intérieur. Il est accompagné des ministres de l'ESU et de la Culture, respectivement premier vice-président et second vice-président de la commission nationale de l'Unesco et le ministre du Tourisme qui en est membre. Vu l'implication politique pour cette fois, nous espérons que l'on fera désormais de même les 23 août à venir pour les autres sites. En outre, il faut signaler qu'au niveau de l'Unesco, il existe un comité scientifique international et des comités scientifiques nationaux du projet « La route de l'Esclave ».

**L.C.K. : Pour le cas spécifique de Nsiamfumu, que prévoit-on de réaliser dans la perspective d'y encourager le tourisme mémoriel ?**

**T.N. :** Il faut en premier valoriser le site. Des travaux d'identification des vestiges ont été effectués, puis la première pierre posée ce 29 août l'a été en vue de l'érection des monuments commémoratifs de la traite négrière. L'étape suivante concerne des travaux que doivent entreprendre les différents ministères concernés, y compris la présidence de

la République qui préside l'Union européenne sous la thématique Arts, culture et patrimoine.

**L.C.K. : Quels vestiges seront mis en valeur en premier sur le site de Nsiamfumu ?**

**T.N. :** Il y a le marché des esclaves, le cantonnement, lieu où les esclaves étaient entreposés comme le sont les marchandises dans les dépôts de magasins. Si l'on prenait les précautions pour les garder vivants, c'était pour pouvoir les vendre mais plusieurs ont été tués, les moins vigoureux qui semblaient faibles ou étaient malades. Les nouveaux-nés, tous ceux qui naissaient-là étaient tués sur place, ils étaient écrasés ou jetés par-dessus bord lors de la traversée de l'océan. Sur le lieu de cantonnement il y a la forêt, des manguiers, ce fut un lieu de souffrance où ont été vécues des tragédies. Mais à côté, il y a les marchés où certains étaient déjà vendus à l'instar de la plage Kumbi qui a servi de cadre à la célébration en marge de la journée du 23 août. Et, à 200m de la plage Kumbi, est situé le lieu d'embarquement des esclaves. Nous avons tous ces éléments qui font de Nsiamfumu un lieu plus important que l'île de Gorée, par exemple.

**L.C.K. : Quels sont les vestiges visibles qui rappellent déjà à l'heure actuelle, avant le début des travaux, cette histoire de la Traite ?**

**T.N. :** Il existe le trou où étaient gardés les esclaves. Le puits d'eau et un peu plus loin, à Muanda Village, des marmites et des chaînes qui ont servi à l'ancrage des navires négriers qui constituent les vestiges de cette tragédie de l'histoire.

Propos recueillis par Nioni Masela

## ARTS DE LA SCÈNE

# La compagnie Autopsie théâtre va représenter le Congo au Burkina Faso

A l'occasion de la 18e édition du Festival international du théâtre et des marionnettes de Ouagadougou (Fitmo), du 25 au 31 octobre, la compagnie Autopsie théâtre jouera la pièce «Tout ou rien», d'Yvon Wilfried Lewa-Let Mandah.

Tiré de la pièce de théâtre «Tout ou rien» d'Yvon Wilfried Lewa-Let Mandah publiée en 2015 aux Editions LMI puis rééditée l'année suivante aux éditions Cana de France, le spectacle «Tout ou rien» a été retenu par les organisateurs du Fitmo, l'un des plus grands festivals de théâtre d'Afrique.

Après la représentation théâtrale de «Tout ou rien» qui a eu lieu le 27 mars dernier à l'Institut de France de Pointe-Noire, à l'occasion de la Journée mondiale du théâtre, le comité d'organisation du Fitmo a retenu ce spectacle qui va représenter le Congo lors de ce grand rendez-vous continental.

Joué sur scène par trois comédiens dont Tamane Goma, Gladvie Nkodia, Jonathan Bantsimba et avec à la régie Aimée Patricia Mavoungou, ce spectacle sera l'une des attractions du festival par sa trame et sa théâtralité.

L'intrigue: M.Tout, Mme Ou et M. Rien se rencontrent fortuitement. Tantôt, ils s'affrontent, se brouillent ; tantôt, ils s'entraident, débattent du coq-à-l'âne des sujets qui font le



Les comédiens de la compagnie Autopsie jouant la pièce de théâtre «Tout ou rien»/DR

train-train de la vie humaine. Découvrant le secret du vivre ensemble, ils invitent tous les habitants de la terre à leur emboîter le pas en vue de connaître le bonheur, comme celui vécu sur la planète Nament, la cité idéale où il fait bon vivre.

Cette pièce est la copie carbone de nos comportements. Elle nous présente nos vices et nos qualités, nos travers et notre sublimation, tout en sourire. Son auteur et metteur en scène, Yvon Wilfried Lewa-Let Mandah, directeur artistique de la compagnie Autopsie théâtre, à travers cette oeuvre, convie le monde à plus d'humanisme, d'entente et de cordialité, bref à la culture du vivre ensemble tant recherché.

Ainsi exhorte-t-il toute personne à s'associer à cette oeuvre par sa contribution multiforme pour concrétiser le vivre ensemble prôné à travers les représentations théâtrales de la compagnie Autopsie théâtre. Signalons que la pièce «Tout ou rien» a été retenue au Salon du livre de Paris, en 2016, au cours duquel son auteur l'avait présentée au public.

**Hervé Brice Mampouya**



**Départ:**  
**tous les Samédis**

**Contacts**  
**(+242) 06 702 15 25**  
**05 311 91 99**



**DU NOUVEAU DANS LE TRANSPORT DES MARCHANDISES ET CONTENEURS**

**LA LIGNE DIRECTE**

**POINTE-NOIRE → QUESO**

**GAMBOMA-DYO-DWANDO-MAKOUA-QUESO**

**TRANSPORTEZ VOS MARCHANDISES**

**JUSQU'AU NORD SANS PASSER PAR BRAZZAVILLE!!**





Direction : (+242) 06 587 44 60/ 05 728 88 33

contact@oceandunord.com

www.oceandunord.com

## HUMEUR

## Le vrai visage de l'instruction des enfants

Investir dans l'instruction des enfants, au sens large du terme, c'est leur donner l'occasion de devenir des personnes responsables pour construire leur avenir, sortir de l'obscurantisme, bref, leur donner des atouts intellectuels qui leur permettent de se réaliser. Contrairement à l'héritage matériel, très périssable en peu de temps et sujet aux divisions familiales.

Ce phénomène de divisions familiales refait surface avec beaucoup d'ampleur. Or la place du patrimoine matériel, si c'était la formation tous azimuts des enfants, aucun parent du défunt ou de la défunte ne pourrait la revendiquer comme cela se passe quand ils revendiquent des biens. Les enfants ne partageront jamais du tout ce bien immatériel qui est la formation pour donner une partie aux parents de leur père ou mère disparu(e). Absolument non. C'est déjà là, la vraie valeur de la formation qui dépasse le patrimoine matériel.

De ce fait, la formation ou l'instruction est l'un des meilleurs héritages à léguer aux enfants. Ainsi donc, des parents du (ou de la) disparu(e), surtout ceux-là même qui manquent l'essentiel en terme de biens matériels, ne sont là qu'à lorgner des biens laissés par leur membre de famille pour aller vite à la répartition et parfois même ne rien donner aux enfants du défunt ou de la défunte. Alors que si des enfants ont reçu des formations diverses qui ont été sanctionnées par des diplômes et par savoir-faire, aucun parent n'aurait la possibilité d'enrayer cette formation dans la tête de l'enfant. C'est comme qui dirait, la formation est un « mot de passe » qui ne sert qu'à son titulaire.

Certains parents soutiennent, semble-t-il, l'idée des testaments. Or sociologiquement, cela n'a de la valeur que dans les juridictions, car l'élasticité sociologique familiale piétine en tout temps cette littérature des « testaments ». Ces documents sont constamment, sociologiquement, rejetés par certaines familles. A dire vrai, dans de nombreuses familles, des gens ne prennent pas en considération cette littérature et accaparent sans aucune gêne des biens et patrimoines du défunt en écartant parfois des enfants et en niant même certains articles du code de la famille de 1984 qui traite de toutes ces questions. Ils sortent des enfants des parcelles laissées par leurs parents sans d'autres mesures. Dans ces conditions, c'est la formation que l'enfant a été bénéficiaire qui remplacerait en quelque sorte ses « parents biologiques » et l'aiderait à se réaliser socio-professionnellement et économiquement. Ainsi donc, l'éducation, la formation et/ou l'instruction a sauvé l'enfant. Allez-y comprendre !

Terminons ce billet d'humeur par ces deux interrogations qui nous viennent à l'esprit : « Quelle est la valeur d'une formation pour une progéniture ? », « Entre des biens ou la formation, quelle serait la meilleure chose à léguer aux enfants ? ».

Peut-être certains parents vont théoriser sur l'importance sociale des biens, mais petit à petit, les choses semblent atteindre un point d'inflexion où l'instruction et la formation des enfants sont en train de prendre le dessus sur les biens laissés. En clair, la formation façonne l'enfant et lui donne de nombreuses possibilités de se réaliser, tandis que des biens, périssables qu'ils sont, peuvent être ravés des enfants. Voilà la prééminence de l'instruction des enfants sur des biens matériels qui sont certainement prêts à être ravés aux enfants. A bon entendeur salut !

Faustin Akono

## SANTÉ

## La septicémie peu connue

Due à de nombreux microbes se trouvant dans la circulation sanguine et comparable à un empoisonnement, la maladie se manifeste par une infection généralisée. Célébrée le 13 septembre de chaque année, elle touche près de trente millions de personnes et causerait la mort de près de quatre à six millions d'autres.

La journée du 13 septembre a été dédiée à la commémoration de la septicémie, une maladie qui touche plusieurs personnes à travers la planète terre. Mais interrogés sur cette maladie, de nombreux habitants de Pointe-Noires se disent surpris, n'ayant jamais entendu parler ni d'elle, ni de la journée qui lui est dédiée sur le plan mondial. « La septicémie, c'est ma première fois d'entendre ce nom. Quoi, c'est la maladie du sommeil ? Demandez aux autres vendeurs, peut-être, ils la connaissent, quant à moi, aucune idée », a laissé entendre une vendeuse au marché OCH.

Peu connue par les habitants de la ville océane, la septicémie se manifeste par une infection généralisée, responsable d'une fièvre élevée, d'une fatigue majeure, souvent associée à une accélération du rythme car-

diac et respiratoire. Ainsi donc, la Journée mondiale contre la septicémie a pour but de sensibiliser le grand public et les décideurs à ce problème majeur de santé publique, et d'aider à la mise en place d'une recherche à la hauteur des enjeux identifiés. Le « sepsis » désigne les conséquences néfastes sur les fonctions vitales, des infections graves qui provoquent une mortalité très élevée en dépit des avancées de la médecine. On parle de septicémie lorsque les agents pathogènes se retrouvent dans la circulation sanguine, pensant parfois à un empoisonnement sanguin.

Le sepsis est un réel problème de santé publique qui s'illustre par un nombre d'hospitalisations qui a presque doublé ces dix dernières années, dans de nombreux pays dits « avancés ». Et la mortalité due au sepsis

est équivalente à celle due à l'infarctus du myocarde.

Même si cette maladie touche essentiellement les personnes âgées dans les pays développés, le « sepsis » touche aussi de nombreux nouveau-nés et est la deuxième source de décès après les hémorragies des femmes ayant accouché. La résistance accrue des bactéries aux antibiotiques, le manque de tests de diagnostic rapide et précis, les coûts des traitements ainsi que les conséquences neurologiques chez les survivants indiquent que des efforts soutenus doivent être consentis pour la combattre.

Notons que pour prévenir une septicémie, il convient de veiller sur l'infection des plaies en utilisant surtout un antiseptique tel que l'eau oxygénée ou de l'alcool médical.

Faustin Akono

## MUSIQUE

## Jus d'orange se produit à Pointe-Noire

Originaire de la ville de Brazzaville, l'artiste musicien a livré, le 9 septembre au quartier Thystère, dans le quatrième arrondissement de la ville, un concert de taille qui a laissé plus d'une personne dans l'émotion.

Jeune artiste au talent immense, Jus d'orange aime se jouer de la rumba qu'il bouscule, taquine, enrobe de subtiles rencontres musicales, la réchauffe de sa voix sensuelle et de son souffle magique laissant exploser un cocktail d'émotion. Au cours

l'eau, il a dévoilé son côté glamour, caressant le micro pour y apposer sa voix de velours. Sa musique regroupe les sonorités de la tradition congolaise, un vrai mélange des rythmiques de Kingoli, d'Engonza et de la rumba congolaise.

sents ont eu tort de ne pas avoir pris part au concert de l'artiste musicien Jus d'orange. Face au public d'une centaine de personnes, pratiquement sans grande sono et sans accompagnateur, il a su magnifiquement interpréter de la plus belle des façons ses morceaux. Il a fait chanter et épater le public sublimé par sa puissante et superbe voix, ses chansons ayant été reprises en chœur.

La musique de Jus d'orange a provoqué des moments de communion et de partage, source d'émotions fortes pour certains et pour d'autres un moment inoubliable. Notons que l'artiste se produira dans quelques jours au Festival international de musique et des arts, du 17 au 20 septembre, à Pointe-Noire. Cette prestation lui a donc permis de jauger la température du public ponténégrin.

Hugues Prosper Mabonzo



du concert organisé sous forme d'une « battle » de chants entre lui et DJ Prince la boude, fils du terroir, la population du quartier Thystère a vite compris de quoi le Brazzavillois en était capable.

Comme un dauphin dans

Pendant ce concert, les deux artistes ont interprété des chansons de leur choix. À l'issue de la prestation, le public a voté à travers des ovations et dit qui l'a remporté. Comme prévu et selon l'expression consacrée, les ab-

## COMMÉMORATION

## Célébration des 141 ans de la signature du Traité Brazza-Makoko

L'événement a eu lieu le 10 septembre, au Complexe culturel du Congo, deuxième module du Mémorial Pierre-Savorgnan-de-Brazza, en présence des diplomates, universitaires et historiens.

Mbé, le 10 septembre 1880, un jeune franco-italien de 28 ans, en la personne de Pierre Savorgnan de Brazza, et le roi Makoko Iloo 1er, signent le Traité qui sera le point de départ d'amitié séculaire entre le Congo et la France. 141 ans après, cet acte qui a marqué l'histoire du Congo et de toute la région reste toujours d'actualité comme le témoignent des évocations et allocutions prononcées au cours de cette commémoration du 10 septembre 2021.

Dans son témoignage, le porte-parole de la cour royale de Mbé, le prince Louis Nsalou, a indiqué que Pierre Savorgnan de Brazza n'était pas venu en agresseur mais plutôt en ami.

Pierre Savorgnan de Brazza et le roi Makoko Iloo 1er, sont deux amis qui avaient le même rêve et ont fait de ce rêve une véritable réalité. Deux amis avec des efforts unis pour la cause de l'Afrique, pour la fraternité et le respect réciproque des peuples, a souligné l'ambassadeur d'Italie au Congo, Stefano De Leo. Le diplomate italien a saisi l'opportunité pour rendre hommage à la République du Congo qui a construit un mémorial portant le nom de l'explorateur franco-italien, où il repose pour l'éternité avec sa famille depuis octobre 2006. Stefano De Leo a félicité aussi la directrice générale du Mémorial Pierre-Savorgnan-de-Brazza, Bélanda Ayessa, qui travaille pour le dialogue et le partage des valeurs, et pour laquelle le président de la République d'Italie a décoré à juste titre de l'insigne de l'Ordre du mérite de l'étoile de l'Italie, en janvier 2020. « Il faut s'inspirer au rêve de Pierre Savorgnan de Brazza pour rendre vivant et actif cet endroit, et faire de lui un



: La directrice générale du Mémorial Pierre-Savorgnan entourée des diplomates en poste au Congo/DR

temple de la culture, du dialogue, de la solidarité et de l'amitié entre les peuples », a déclaré le diplomate italien

Pour le premier conseiller de l'ambassade de France au Congo, Louis Berthelot, l'histoire doit être sans cesse réinterrogée. Revisiter l'histoire commune de Pierre Savorgnan de Brazza et du roi Makoko Iloo 1er, à la fois si lointaine et si proche est indispensable si l'on veut appréhender sereinement « notre passé », mais aussi se projeter avec confiance dans l'avenir. « Le respect de la différence, le dialogue entre les peuples, la compréhension mutuelle, mais surtout l'appel au resserrement des liens entre les nations, c'est ce qui nous réunit aujourd'hui ici au Mémorial Pierre-Savorgnan-de-Brazza », a-t-il fait savoir.

Avant de rappeler qu'il y a 141 ans,

le 10 septembre 1880 dans la brune des berges du fleuve Congo, Pierre Savorgnan de Brazza et le roi Makoko Iloo 1er signaient le Traité de paix et d'alliance constitutif des relations profondes entre la France et le royaume Téké. Les cases qui étaient présentes à proximité de ces berges deviendront Brazzaville. « Ce traité n'est pas un traité anodin. Son histoire est hautement singulière. Il a été le fruit de longues discussions qui répondaient à des enjeux et à des intérêts réciproques. Souhaité par les deux parties, ce traité était avant tout un traité de paix, un traité de respect et de reconnaissance, épris d'humanisme et de justice. Ce pacte a été scellé par le sang », a-t-il laissé entendre.

Evoquant l'œuvre de l'explorateur franco-italien, les professeurs Joseph Itoua et Joseph Zidi ont estimé que Pierre Savorgnan de Brazza est

le pionnier de la conquête pacifique des territoires. « En obtenant la signature de ce Traité, De Brazza a démontré ses qualités de stratège. D'autre part, il réussira à forger la majestueuse image d'être ami du peuple téké », a déclaré le Pr Joseph Itoua.

Prenant la parole à son tour, la directrice générale du Mémorial Pierre-Savorgnan-de-Brazza est revenue sur l'importance et l'héritage des acquis de l'œuvre de Pierre Savorgnan de Brazza et de ce que l'on pourrait nommer aujourd'hui les relations bilatérales entre d'un côté la France et le Congo, et de l'autre, l'Italie et le Congo. « En prenant un instant, pour faire ramener à nous tout ce passé, comment ne pas saluer la mémoire du 17<sup>e</sup> roi du royaume Téké, le Makoko Nguempio, récemment arraché à notre affection ? Oui, commémo-

rer les 141 ans de la signature du Traité Brazza-Makoko ne pouvait faire l'économie de cet événement qui marque, dans l'ordre de la succession, la continuité de ce que nous célébrons aujourd'hui. Car le Makoko Nguempio sût donner à l'acte historique de la signature du Traité Brazza-Makoko toute sa valeur édicatrice tout au long des 17 ans de son règne », a déclaré Bélanda Ayessa.

S'il est un fil qui puisse donner à la commémoration des 141 ans de la signature du Traité Brazza-Makoko toutes ses couleurs et toute sa fermeté, c'est bien celui de la rencontre qui s'est tissée alors et qui prend aujourd'hui des formes plus adaptées aux temps modernes. « Les rémanences de ces années premières constituent, pour notre histoire, la source nourricière vers laquelle nous sommes sans cesse renvoyés pour nous abreuver continuellement. Parce que nous sommes de ceux qui pensent que notre mémoire collective est le gage de la mise en perspective de ce que nous faisons, la commémoration des 141 ans de la signature du Traité Brazza-Makoko représente une part de nous-mêmes, toujours à explorer; toujours à exposer et toujours à partager. Telle est bien la quintessence de ce que nous voulons marquer en ce 10 septembre 2021 », a conclu la directrice générale du Mémorial Pierre-Savorgnan-de-Brazza.

En reconnaissance du travail qu'elle abat, le premier vassal de la Cour royale de Mbé a remis à la directrice générale du Mémorial Pierre-Savorgnan-de-Brazza, Bélanda Ayessa, une peau de panthère en signe de bravoure et de courage.

**Bruno Okokana**

## RÉFLEXION

## Avant que l'Histoire ne se répète ...

Ne nous faisons pas d'illusion, nous qui vivons aujourd'hui sur l'un des continents que compte le globe terrestre : le drame qui s'est déroulé à New York, le 11 septembre 2001, et que nous avons revécu de façon terrifiante, il y a deux jours, à travers le rappel télévisé de l'effondrement des tours jumelles du World Trade Center frappées de plein fouet par des avions civils dont une poignée de fanatiques islamistes avaient pris le contrôle, oui ne nous faisons pas d'illusion : ce terrible drame se reproduira tôt ou tard. Avec très probablement des morts encore beaucoup plus nombreux, des dégâts matériels encore beaucoup plus terribles, des images dévastatrices encore beaucoup plus douloureuses.

Ainsi le veut la folie humaine engendrée par le fanatisme religieux qui conduit, depuis la nuit des temps, de petits groupes humains à tenter d'imposer leurs croyances

par la force à la collectivité sans jamais se poser de questions sur ce que pensent – si elles existent réellement dans un autre monde – les divinités suprêmes auxquels ils réfèrent. Une folie dont le procès qui se tient actuellement au Palais de justice de Paris pour juger les auteurs des multiples crimes commis le 13 novembre 2015 donne une idée bien précise avec notamment les propos insensés que tient dans la salle d'audience Salah Abdeslam, le dernier survivant de l'équipe qui mena cette série de crimes au nom d'Allah.

Au-delà des actions judiciaires qui sont menées à juste titre dans le cadre de l'Etat de droit, ce que nous devons tous avoir en tête est le fait que plus le temps passe, plus les fanatiques de tout poil détiennent des moyens de destruction massive dont ils n'hésiteront évidemment pas à se servir un jour ou l'autre. Disposant de moyens financiers

considérables en provenance des pays ou des zones géographiques que leurs sectes contrôlent, ces hommes et ces femmes ont entre leurs mains des réseaux, des outils, des armes dont la diversité, la puissance et donc la capacité de destruction ne cessent de croître. Une nuisance qui s'aggrave de jour en jour avec certainement, en ligne de mire, la réédition un jour prochain de ce qui s'est passé il y a tout juste vingt ans en plein cœur des Etats-Unis ; une inquiétude planétaire que nous sommes aujourd'hui de plus en plus nombreux à partager de par le vaste monde et à laquelle les Etats, tous les Etats sans exception, vont devoir répondre.

Avec cette certitude que la réponse à apporter aux drames qui se préparent dans différentes régions de la planète ne peut être que collective. Autrement dit qu'aucun Etat, aussi riche et puissant soit-il, ne préviendra le pire qui le guette s'il

ne s'entend pas avec la communauté internationale dans son ensemble afin de mettre en place les moyens de renseignement, les dispositifs techniques, les cellules de crise dont dépend la paix à venir. Jamais, en vérité, l'anticipation n'a été aussi importante pour les sociétés humaines car elle seule empêchera l'Histoire de se répéter en pire comme le préparent ici et là les « fous de Dieu ».

Alors qu'elles se défont de plus en plus ouvertement sur la scène mondiale, les grandes puissances, la Chine et les Etats-Unis en particulier, feraient bien de se rapprocher dès à présent afin de prévenir le pire qui se produira un jour ou l'autre sur leur propre territoire. Le drame du 11 septembre 2001 à New York comme la prise de pouvoir des Talibans en Afghanistan est bien là, hélas !, pour le confirmer.

**Jean-Paul Pigasse**